

N° 26/CA du répertoire

N° 2005-79/CA₂ du Greffe

Arrêt du 14 mars 2013

INSTANCE : SYNMAC

**C/
ASECNA**

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Cotonou du 25 mai 2005, enregistrée au greffe de la Cour le 30 mai 2005 sous n°699/GCS par laquelle Aimé OYEDE, Secrétaire général du Syndicat national de la météorologie et de l'aviation civile (SYNMAC), a introduit devant la Cour « un recours aux fins d'examen de conformité des élections professionnelles du mardi 24 mai 2005 par rapport aux textes en vigueur » ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1^{er} juin 1990, applicable au moment des faits ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

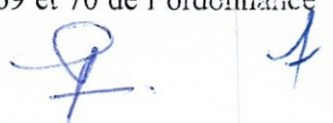
Vu les pièces du dossier ;

Où le Président Grégoire ALAYE en son rapport ;

Où l'Avocat Général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettres n°s 0092/GCS du 17 janvier 2006 et 1255/GCS du 04 avril 2006, une mise en demeure a été adressée au requérant, lui rappelant les termes des articles 69 et 70 de l'ordonnance



n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, en vigueur au moment des faits ;

Que la mise en demeure est restée sans suite ;

Considérant que les articles 69 et 70 de l'ordonnance n° 21/PR sus-indiquée prescrivent :

« Article 69 : Lorsque les délais impartis par le rapporteur prévus à l'article 51 se trouvent expirés, le Greffier en chef adresse à la partie qui n'a pas observé le délai, une mise en demeure comportant un nouveau et dernier délai.

Article 70 : Si la mise en demeure reste sans effet, la Chambre administrative statue.

Dans ce cas, si c'est le demandeur qui n'a pas observé le délai, il est réputé s'être désisté et l'affaire est classée ; si c'est l'administration, elle est réputée avoir acquiescé aux faits exposés dans la requête. » ;

Considérant que suite à l'audience du 17/3/2013, le requérant, par sa lettre de la même date, a saisi la Cour de son retrait de plainte ;

Qu'un tel retrait de plainte doit s'analyser en un désistement d'action ;

Qu'il y a lieu de lui en donner acte ;

PAR CES MOTIFS.

DECIDE :

ARTICLE 1er : Il est donné acte à monsieur OYEDE Aimé de son désistement d'action.

Article 2 : Les dépens sont à la charge du requérant.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

Et
Etienne FIFATIN

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi quatorze mars deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,


Grégoire ALAYE


Hortense LOGOSSOU-MAHMA

